

Intervention de S.E. Mme Sylvie Lucas
Représentant permanent du Luxembourg auprès des Nations Unies

Application de la note S/2010/507 :
Séance de synthèse sur les travaux du Conseil au mois de février 2013

28 février 2013

Monsieur le Président,

Permettez-moi tout d'abord de vous remercier d'avoir maintenu cette séance de synthèse de nos travaux du mois. Nous sommes convaincus de l'utilité d'une telle session, qui représente une opportunité pour prendre du recul, tirer un bilan de nos travaux et identifier les défis à relever.

Permettez-moi également de vous exprimer, à vous et à votre équipe, mes félicitations pour la manière exemplaire dont vous avez mené les travaux du Conseil.

Je ne pourrai bien évidemment pas passer en revue tous les sujets dont nous avons traité au cours de ce mois de février. Il m'importe plutôt de mettre l'accent sur certains éléments phares du programme du mois de février, soit parce qu'il s'agissait d'événements particulièrement marquants, soit parce que nous serons amenés à traiter du suivi de ces questions au cours des mois à venir.

Dans ce contexte, votre initiative d'organiser un débat public à haut niveau sur la protection des civils en période de conflit armé doit être saluée. L'intérêt porté à ce sujet par les Etats membres est grand, ce dont témoignait d'ailleurs la participation très nombreuse au débat du 12 février dernier. Il s'agit-là d'un élément de nature à nous rendre optimiste, dans la mesure où il dénote la nature fédératrice de ce sujet. L'adoption d'une déclaration présidentielle à l'occasion de ce débat représente en outre un jalon important. Nous nous félicitons que cette déclaration contienne du langage fort sur la protection des enfants, du personnel enseignant et des établissements éducatifs, tout comme sur la lutte contre l'impunité et sur la nécessité pour ce Conseil de donner un suivi à ces décisions en la matière.

Le même jour, notre Conseil a réagi rapidement à l'essai nucléaire auquel s'est livrée la République populaire démocratique de Corée. Cet acte, entrepris en violation du droit international et des obligations qui incombent à la RPDC en vertu des résolutions du Conseil de sécurité, représente une menace claire à la paix et à la sécurité des pays voisins, de la région et au-delà du monde tout entier. La déclaration à la presse que nous avons adoptée a condamné de manière ferme et sans équivoque cet acte. J'ose espérer que nous pourrions adopter dans les meilleurs délais une résolution sous le chapitre VII contenant une réaction appropriée à cette menace tout en nous permettant d'avancer en direction d'une paix durable sur la péninsule coréenne.

Depuis deux ans maintenant, le Conseil est saisi de la situation au Yémen. A l'aube de la conférence du dialogue national, le Conseil a envoyé le 15 février dernier un message clair,

message nourri des impressions rapportées de notre déplacement à Sanaa, à l'encontre de ceux qui s'évertuent à vouloir remettre en cause le processus de transition. Le Conseil de sécurité devra rester aux côtés des autorités yéménites dans cette période cruciale où seront jetées les bases du Yémen de demain. Les écueils sont certes nombreux - ce qui rend l'engagement de la communauté internationale d'autant plus nécessaire - mais il nous semble que la direction engagée est celle qui conduira à la stabilité.

Il sera également nécessaire que le Conseil de sécurité reste engagé aux côtés de la République du Mali. Des progrès importants ont été réalisés sur un plan militaire et je voudrais rendre hommage à la France pour la solidarité dont elle a fait preuve en répondant à la demande d'assistance malienne pour venir à bout de la menace terroriste, tout comme aux nombreux pays africains engagés sur le terrain. Une nouvelle étape se profile maintenant à l'horizon, avec la mise en place d'une opération de maintien de la paix des Nations Unies aux fins de stabilisation des zones libérées. Elle devra permettre le redéploiement de l'Etat malien et jeter les bases d'un développement socio-économique durable. Parallèlement, il nous faudra accompagner le processus de dialogue et de réconciliation nationale, crucial pour la reconstruction de la légitimité étatique sur l'ensemble du territoire malien.

Le mois dernier, lors de ce débat, j'avais évoqué la nécessité de porter un regard nouveau sur l'approche du Conseil face aux cycles récurrents de violence dans l'est de la République démocratique du Congo. Un pas important en vue d'une solution durable à la crise a été réalisé grâce à la signature de l'accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération en RDC et dans la région des Grands Lacs par les Chefs d'Etat de la région. Un hommage particulier doit être rendu à l'engagement personnel inlassable du Secrétaire général, qui a contribué notablement à ce résultat. Il faut maintenant que tous, autorités congolaises et dirigeants des pays de la région, mettent pleinement en œuvre cet accord-cadre, avec l'appui de l'Envoyé spécial du Secrétaire général dont nous appelons de nos vœux la nomination rapide. En parallèle, il revient à notre Conseil de prendre rapidement les dispositions qui s'imposent pour renforcer la MONUSCO et la doter du mandat et des moyens nécessaires pour la rendre mieux à même de contribuer à l'établissement d'une paix durable en RDC. Une telle paix ne saura cependant se réaliser qu'au prix d'un effort renouvelé des autorités de la RDC pour mettre en place une gouvernance inclusive, permettant de sortir du cycle vicieux de la pauvreté et de l'instabilité, en bonne intelligence avec les pays limitrophes.

D'autres situations dont nous avons traitées au cours du mois écoulé nous donnent hélas moins de raisons d'être optimistes. Je pense plus particulièrement à la Syrie, qui s'enfoncé chaque jour davantage dans l'horreur, comme nous avons encore pu l'entendre lors de nos consultations d'hier. Le temps presse pour trouver une solution à la crise, si nous voulons que l'issue soit autre que la destruction pure et simple du pays.

Monsieur le Président,

Avant de conclure, permettez-moi, de souligner l'importance que nous attachons à la coopération avec les organisations régionales et sous-régionales et à la valeur ajoutée que d'autres organisations peuvent apporter à l'ONU en vue du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Nous avons pu nous en convaincre lors de l'exposé que la Haut-Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité a effectué devant ce

Conseil le 13 février dernier. La même chose vaut certainement pour l'Union africaine et pour la Ligue des Etats arabes, pour ne citer que ces deux exemples.

C'est ainsi, en mettant à profit notre complémentarité, que nous pouvons atteindre nos buts communs contenus dans la Charte des Nations Unies. Soyez assuré que le Luxembourg continuera d'y contribuer, à titre national, en tant qu'Etat membre de l'Union européenne et en tant que membre élu de ce Conseil.

Je vous remercie de votre attention.